

Réunion mensuelle du Groupe Exécutif de Coopération des Partenaires Techniques et Financiers Compte rendu (version finale)	
Date : 15 septembre 2016	Lieu : Ambassade du Canada
Début : 10H011	Fin : 11H55
Présidence : Chef de file (CdF) PTF (Canada), assisté des membres de la Troïka élargie (DUE, MINUSMA et France)	

Rappel de l'ordre du jour

- I. **Compte rendu de la rencontre PM-Troïka élargie du 21 juillet et préparation de la prochaine rencontre du 29 septembre (40 min)**
 - ✓ *La Gouvernance, socle de l'émergence (GT Justice et Lutte contre la Corruption /Pays-Bas et GT EcoFi/BAD) ;*

- II. **Préparation de la RBC 2016, de la Mission FMI et note sur les Appuis Budgétaires (GT EcoFi/BAD) (25 min)**

- III. **Divers (25 min)**
 - ✓ *Point sur la rotation au sein de la Troïka élargie, des GT et SGT (CdF PTF) ;*
 - ✓ *Point de l'enquête sur le fonctionnement des cadres de concertation du Collectif des PTF (CdF PTF) ;*
 - ✓ *Validation du Plan d'actions de la SCAP (CdF PTF) ;*
 - ✓ *Point des interventions PTF en matière de renforcement de capacités de planification et de suivi évaluation (CdF PTF)*
 - ✓ *Demande de la DGI aux organisations internationales pour lui communiquer les renseignements sur les loyers des immeubles et les états de salaires des personnels malien et non malien recrutés localement (CdF PTF) ;*
 - ✓ *Préparation pour la rencontre de revue de suivi de la Conférence de Paris (CdF PTF)*

Introduction

1. Cette réunion mensuelle a enregistré de nouveaux membres dont la nouvelle Chef du Service de coopération de l'Ambassade de France au Mali et intégrant la Troïka.
2. Pour cette première réunion de la rentrée, il a été rappelé aux participants l'architecture du Collectif des PTF ainsi que la méthodologie adoptée pour la tenue des réunions du GEC, notamment l'établissement de conclusions pour chaque point à l'ordre du jour.
3. Le mandat présidentiel a clos sa troisième année d'exercice. Il a été noté que ces trois ans du mandat restent marqués par l'absence de progrès en matière de gouvernance. Les PTF ont régulièrement soumis leurs préoccupations dans un langage franc sur le sujet au GdM dans les différents cadres de dialogue. Cette faiblesse de la gouvernance est largement ressentie par les citoyens. Les PTF sont invités à effectuer des missions sur le terrain pour constater comment les populations vivent la situation.

I. Compte rendu de la rencontre PM-Troïka élargie du 21 juillet et préparation de la prochaine rencontre du 29 septembre (40 min)

Compte rendu de la rencontre PM-Troïka élargie du 21 juillet (CdF PTF)

4. La rencontre PM-Troïka élargie du 21 juillet a porté sur la thématique de l'enjeu démographie comme défi du développement durable. Malgré sa sensibilité, l'objectivité scientifique du sujet a été rappelée et reconnue.
5. L'association prévue du Ministère de l'Education pour les prochains échanges, eu égard à l'importance de l'impact de l'éducation sur la démographie, a été saluée.

Préparation de la prochaine rencontre du 29 septembre : La Gouvernance, socle de l'émergence (GT Justice et Lutte contre la Corruption /Pays-Bas et GT EcoFi/BAD)

6. La thématique sera abordée avec un focus sur la lutte contre la corruption. La Troïka élargie sera en écoute du GdM sur les actions et les résultats concrets obtenus, en applications des lois et règlements du Mali. Il sera aussi question de la redevabilité à l'égard des citoyens, en réponse à leurs attentes et en termes de communication. Un lien est à établir avec la bonne gestion des finances publiques et les conséquences de toutes les formes de corruption sur le développement socioéconomique, notamment le climat des affaires.
7. Il a été demandé au GT EcoFi, au GT DDI et à ONUFemme de formuler leurs contributions à la note préparée par le GT Justice et lutte contre la corruption, respectivement sur : i) la bonne gestion des finances publiques au regard notamment de l'état actuel de la mise en œuvre du PEFA et du PAGAM ; ii) lutte contre la corruption et redevabilité ; iii) le coût d'opportunité de la corruption sur le développement économique. Ces différentes contributions sont attendues pour le 20 septembre.

II. Préparation de la RBC 2016, de la Mission FMI et note sur les Appuis Budgétaires (GT EcoFi/BAD) (25 min)

Mission FMI

8. La mission FMI est en cours à Washington jusqu'au 23 septembre. Elle se poursuivra au Mali du 26 au 28 septembre. Un briefing de début de mission en vidéo conférence se fera le 16 septembre. Le débriefing de fin de mission aura lieu le 27 septembre. Les conclusions de la mission FMI serviront d'inputs pour la RBC.

Préparation de la RBC 2016

9. La RBC 2016 se déroulera les 26 et 27 septembre (session technique) et le 1er octobre (session politique) sur les thématiques suivantes : i) la lutte contre la corruption et la délinquance financière ; ii) la décentralisation financière ; iii) la gouvernance du système de gestion des finances publiques.
10. La proposition d'organisation de la participation des PTF aux différentes sessions faite par le GT EcoFi a été adoptée. Une réunion Troïka élargie – GT EcoFi se tiendra dans l'après-midi du 29 septembre pour préparer la session politique. La nécessité de délivrer des messages unifiés et consensuels des PTF sur la base des conclusions de la session technique et de la mission FMI a été rappelée. Auparavant, la Troïka élargie reviendra sur les suites données pour l'élaboration du plan d'actions et du cadre de suivi du CREDD lors de la rencontre du 29 septembre avec le Premier Ministre.
11. Le faible niveau des Appuis budgétaires (montants et nombre de PTF qui utilisent cette modalité) s'expliquerait par la faiblesse, voire l'absence de politiques sectorielles. Cela est aussi corolaire à la faiblesse des capacités du GdM en planification et suivi de politiques et programme. Des progrès obtenus dans la gouvernance en matière de gestion des finances publiques pourront améliorer la confiance des PTF pour l'utilisation des systèmes nationaux. Cependant, cela n'aura pas une influence automatique sur l'utilisation des ABG, outil soumis aux processus internes propres à chaque PTF, définis dans leurs sièges.
12. L'Arrangement spécifique en cours ne porte que sur les ABG. Une discussion sur l'élargissement dudit arrangement sur les ABS et ABSD est à prévoir.

III. Divers (20 min)

Point sur la rotation au sein de la Troïka élargie, des GT et SGT (CdF PTF)

13. Troïka élargie : les Pays Bas ont entamé une réflexion interne pour leur entrée dans la Troïka élargie.
14. Un point a été fait sur la question concernant les GT (GT EAR, DDI...).
15. La Troïka élargie a demandé que les informations concernant ce processus lui soient communiquées afin qu'un point exhaustif soit fait lors de la RM du GEC du 12 octobre. Ces processus doivent être conduits de façon efficace afin d'éviter le vacuum et assurer la continuité du fonctionnement des GT lors des transitions.

Point de l'enquête sur le fonctionnement des cadres de concertation du Collectif des PTF (CdF PTF)

16. Au vu des réponses reçues à ce stade, le principal enseignement à tirer est la faiblesse du lien fonctionnel entre les différents cadres de concertation des PTF (GT et GEC) ainsi que la méconnaissance de l'architecture des cadres de concertation, des outils et leur utilisation (Programme de travail, Messages clé du dialogue politique, les différents formats...). La note relative à la gouvernance des GT et SGT est à diffuser par le Pool Technique à cet effet.
17. Les PTF qui ne l'ont pas encore répondu ont été invités à le faire. Les résultats devront être discutés lors de la RM du GEC du 12 octobre.

Validation du Plan d'actions de la SCAP (CdF PTF)

18. Le plan d'actions de la SCAP 2016-2018 est considéré comme validé. Les GT sont invités à s'impliquer pour sa mise en œuvre.

Point des interventions PTF en matière de renforcement de capacités de planification et de suivi évaluation (CdF PTF)

19. Le PDI (Programme de Développement Institutionnel) qui a pour mission la modernisation de l'administration est le cadre approprié de l'accompagnement des PTF au GdM pour le renforcement de ses capacités de planification et de suivi-évaluation. La question est aussi à prendre en charge au niveau sectoriel.
20. Mandat est donné au GT DDI pour la coordination globale du thème à travers le PDI. Quant au niveau sectoriel, les GT sont invités à procéder au diagnostic de la question et à coordonner les appuis, chacun dans son secteur, en lien avec le GT DDI.

Communication par les organisations internationales à la DGI des renseignements sur les loyers des immeubles et les états de salaires des personnels malien et non malien recrutés localement

21. Il est difficile d'adresser une réponse collective des PTF à la DGI sur cette question eu égard aux procédures internes de chaque PTF. Toutefois, des propositions de réponse peuvent être formulées et transmises au Pool Technique en termes d'échanges d'information sur le sujet. La réponse coordonnée du SNU en cours d'élaboration pourra être partagée.
22. Il est souhaitable de répondre à la demande de renseignement sur les loyers des immeubles pour une nécessité de transparence, en lien avec la lutte contre la corruption, et l'amélioration de la collecte des ressources fiscales. Cependant, il paraît plus délicat de communiquer les informations sur les salaires des collaborateurs.
23. Le SNU a par ailleurs mentionné les difficultés qu'il rencontre dans la mobilisation des cadres de l'administration pour prendre part aux activités qu'il initie à Bamako en lien avec la question des per diem. Le CdF PTF a rappelé qu'une étude a été faite sur la question et qu'un groupe de travail a été mis en place.

Réunion sur le suivi des conclusions de la Conférence de Paris du 22 octobre 2015

24. Sur l'initiative du MAE, une réunion sur le suivi des conclusions de la Conférence de Paris a été tenue au MAE le 05 septembre. Ladite réunion ne s'est pas déroulée de manière satisfaisante pour plusieurs raisons : i) les PTF n'ont ni été consultés, ni associés à l'organisation de cette réunion internationale de suivi prévue pour le 03 octobre : pertinence, ordre du jour et agenda, d'où un malaise relativement à l'objet même de la rencontre ; ii) des prérequis d'importance essentielle de la mise en œuvre des recommandations de la Conférence de Paris ne sont pas encore réalisés, telle que l'élaboration de la Stratégie spécifique de développement des régions du nord ; iii) la valeur ajoutée par rapport aux mécanismes existants de dialogue GdM-PTF.
25. Tenant compte de toutes ces interrogations proposition a été faite d'adresser une lettre au PM exprimant les préoccupations relatives à cette réunion.

Date de la prochaine réunion mensuelle : 12 octobre 2016

Liste de présence

1. Marc-André Fredette (Amb. Canada)	19. Aboudou DIARRA (CEDEAO)
2. Vincent Roche (Amb. Canada)	20. Shota Yamasaki (Amb. Japon)
3. Françoise Gianviti (France)	21. Bourama Coulibaly (Amb. Japon)
4. Meise Jan Henrik (Allemagne)	22. Michiko Miyamoto (Amb. Japon)
5. Mbaranga Gasarabwe (MINUSMA)	23. Donald Clark (USAID)
6. Loubna Benhayoune (MINUSMA)	24. Seydou Semega (USAID)
7. Marie Goretti Ntahombaye (Belgique)	25. Fran Equiza (UNICEF)
8. Alain Pierre Mbonampeka (BAD)	26. Jean Pierre Renson (FAO)
9. Abdoulaye Konaté (BAD)	27. Frank Rothaus Jensen (Danemark)
10. Asa Palmgren (Suède)	28. Angèle Djohossou (UNHCR)
11. Paul Tholen (Pays Bas)	29. Mantala Traoré (FNUAP)
12. Ana de Lara Ruiz (Espagne)	30. Pierre Nébié (Pool Technique)
13. Cecile Tassin-Pelzer (DUE)	31. Raphaël Diarra (Pool Technique)
14. Pascal Collange (AFD)	32. Monzon Traoré (Pool Technique)
15. Beatrice Esther Meyer (Suisse)	33. Fatou CAMARA (Pool Technique)
16. Silvia Caruso (PAM)	
17. Maxime Houinato (ONU-FEMMES)	
18. Marcel Aboumon (BOAD)	